

## ILS COMPTENT DURCIR LEUR MOUVEMENT

## Les avocats marcheront demain

**Une semaine après la journée de protestation, les avocats du barreau d'Alger radicalisent leur action et décident de l'organisation d'une marche dans la capitale. Celle-ci aura lieu demain. Les protestataires marcheront du tribunal de Sidi-M'hamed, situé à la rue Abane-Ramdane, jusqu'à l'Assemblée nationale, sise au boulevard Zighout-Youcef.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La détermination est grande chez les robes noires de la capitale. En effet, tous les avocats rencontrés hier étaient déterminés «à aller jusqu'au bout de leurs revendications. «C'est une question de principe. On ne badine pas avec la liberté», dira un membre du conseil de l'Ordre du barreau d'Alger. «Nous sommes décidés à poursuivre nos actions de protestation jusqu'à ce que le ministère retire ce projet de loi», a indiqué, hier, Mouloud Benacef, membre du conseil du barreau d'Alger.

Pour sa part, M<sup>e</sup> Noureddine Benissad dira que «les avocats rejettent ce projet de loi globalement et dans le détail, car il est en contradiction avec les dispositions de la Constitution algérienne qui garantissent les droits de la défense. Il n'est pas conforme aux conventions internationales sur les droits de l'homme ratifiées par

l'Algérie. Il est le contraire des recommandations de la commission nationale de la réforme de la justice qui préconisent l'indépendance du barreau, le renforcement des droits de la défense et leurs promotions».

Et d'ajouter : «Ce projet de loi est de nature liberticide. Il y a une volonté à travers ce texte de porter atteinte aux droits de la défense et de l'indépendance du barreau vis-à-vis du pouvoir exécutif. Nous avons recensé 42 articles où le terme ministre ainsi que 7 articles où le terme ministère sont utilisés et qui ont de véritables interférences depuis l'admission jusqu'aux conditions d'exercice de la profession d'avocat alors que sa profession est censée être une profession libérale et indépendante.

Certaines dispositions sont une épée de Damoclès sur la tête de l'avocat qui attentent à la libre plaidoirie et à la liberté d'expression».



Par cette action, les avocats comptent faire pression sur les députés.

En effet, les robes noires de la capitale qui ont réussi à avoir le soutien des autres barreaux à l'image de ceux de Tizi-Ouzou, de Boumerdès, de Sétif et de Annaba ne désarment et comptent même radicaliser leurs actions «si aucune suite favorable ne soit donnée à leurs revendications».

Cette levée de boucliers des robes noires exprime leur opposition au projet de loi sus-citée. Ce dernier se trouve actuellement au

niveau de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN, ce qui explique cette marche en direction de la Chambre basse du Parlement. Les avocats comptent faire pression sur les députés afin qu'ils épousent leurs thèses à propos de ce texte. «C'est un texte rétrograde qui veut museler l'avocat et faire basculer le dernier bastion de la liberté en Algérie, celui du droit de la défense», a souligné mercredi

dernier le bâtonnier d'Alger, M<sup>e</sup> Abdelmadjid Selini, lors d'une conférence de presse animée au niveau de la cour d'Alger.

Pour rappel, à l'origine de cette démonstration de force, la revendication du retrait immédiat du projet de loi portant organisation de la profession d'avocat présenté, il y a quelques jours, par le ministre de la Justice devant la commission des affaires juridiques et administratives de l'Assemblée populaire nationale (APN). En somme, la quasi-totalité des avocats de la région du centre ont plaidé pour «le retrait pur et simple dudit document».

Selon des sources fiables du dossier, le projet de loi régissant l'exercice du métier d'avocat prévoit dans l'une de ses dispositions que «le parquet général peut s'autosaisir pour enclencher des poursuites judiciaires contre les avocats si ces derniers sont au centre d'un incident intervenant lors de l'audience».

En somme, pour un grand nombre d'entre eux, cette disposition n'est autre que la «photocopie du texte de 2001 (largement décrié par les avocats, ndlr) qui a comme principal objectif de mettre l'avocat sous la coupe du parquet».

A. B.

## GRÈVE DE GESI-BAT

## ANNABA

## Les travailleurs ferment la route El Hadjar-Sidi Amar

Ali Bédjar, le président du conseil d'administration de l'entreprise de construction de bâtiments Gesi-Bat, implantée à Maboudja, sur la route reliant Sidi Amar et El Hadjar (Annaba), a été limogé hier, par Amar Guellati, P-dg du Groupe des entreprises de promotion et de la construction (GREPCO). Il a été remplacé illico presto par Abdelaziz Ouela, cadre de ce groupe.

Dans la matinée de dimanche, les travailleurs de Gesi-Bat ont procédé à la fermeture de la route qui relie El Hadjar et Sidi Amar pour exprimer leur désaccord avec les dernières propositions faites par la direction du groupe afin de les amener à suspendre leur mouvement de débrayage, entamé depuis une dizaine de jours.

Des revendications socioprofessionnelles sont à l'origine de cette grève générale et illimitée des travailleurs. Une tentative de règlement de cette affaire a, pourtant, été faite dimanche par le P-dg du groupe GREPCO, duquel dépend depuis fin avril 2011 l'entreprise Gesi-Bat.

En effet, M. Guellati s'est réuni avec les huit délégués des travailleurs et a fait des propositions allant dans le sens d'un apaisement de la situation. Celles-ci ont porté sur la réintégration des travailleurs licenciés par le P-dg, l'harmonisation des salaires par rapport à la convention de branches, permanisation de 33% du personnel sous contrat à durée déterminée (CDD).

Pour le reste, soit 67% des effectifs, le P-dg du groupe GREPCO a proposé le renouvellement des contrats en CDD. Toutes ces propositions ont été rejetées par les délégués des travailleurs qui ont exigé le départ du P-dg de Gesi-Bat qu'ils accusent de «mauvaise gestion, favoritisme et népotisme». Ils demandent également le départ de son assistant chargé de la sécurité et la permanisation de l'ensemble des travailleurs sous contrat à durée déterminée.

Hier non seulement ils maintiennent leur mot d'ordre de grève mais leur mouvement s'est radicalisé avec la fermeture de la route, une voie importante qui relie El Hadjar à Sidi Amar, zone où sont implantés le complexe sidérurgique ArcelorMittal et la zone industrielle de Maboudja.

Le P-dg du groupe GREPCO nous a fait part de son souhait d'arriver le plus rapidement possible à une entente qui tiendra en compte et l'intérêt du millier de travailleurs et la préservation de l'outil de travail qu'est cette importante entreprise de construction : Gesi-Bat.

A. Bouacha

## ORGANISATION DU PÈLERINAGE

## DE LA SAISON 2011

## Seulement 133 agences de voyages seront agréées

**Selon le directeur de l'Office national du hadj et de la omra, Hadj Barbara, seulement 133 agences de voyages seront autorisées cette saison à organiser des pèlerinages vers les Lieux-Saints de l'Islam. La liste sera prochainement publiée.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Intervenant hier à l'occasion d'une rencontre avec les patrons des agences de voyages à Dar El Imam, à Alger, Hadj Barbara a été catégorique : «Pour cette année, les choses seront vraiment différentes et aucune agence de voyages n'aura droit à l'erreur. Nous avons enregistré l'année passée beaucoup de dépassements. Des pèlerins algériens ont été malmenés au Qatar, en Égypte, en Turquie et en Tunisie. D'autres ont carrément été abandonnés sur les Lieux-Saints de l'Islam. Cette fois-ci, les sanctions seront sévères.»

Ainsi, les agences de voyages autorisées à organiser des pèlerinages, dont le nombre ne dépassera pas les 133 agences, seront appelées, en fonction du nouveau cahier des charges, à présenter la liste des pèlerins au départ et au retour.

«Les agences de voyages qui abandonnent des pèlerins à La Mecque seront passibles d'une amende de 28 millions de centimes pour chaque cas», a-t-il précisé.

Selon toujours le directeur de l'Office national du hadj et de la omra, 100 agences de voyages sont pour l'instant en conformité avec le nouveau cahier des charges, les 33 restantes sont appelées à s'y appliquer au maximum dans les prochains jours. Il a également évoqué le cas des agences de



Une délégation accompagnera les pèlerins pour veiller à l'application des nouvelles dispositions.

voyages ne disposant pas d'agréments et qui sous-traitent avec d'autres agences en percevant 5 000 DA par personne.

Hadj Barbara a promis que ses services feront le nécessaire pour que cette pratique ne se reproduise pas à l'avenir et que les auteurs seront sévèrement sanctionnés. «Ce genre de pratiques nous a conduit l'année passée à suspendre cinq agences de voyages et d'autres sont actuellement poursuivies en justice», a-t-il ajouté.

Certains patrons d'agences de voyages semblent ne pas être satisfaits du nouveau cahier des charges. «Ils exigent de nous le paiement de 750 DA sur chaque pèlerin alors que l'Office n'offre aucun service en retour. De toute manière ce sont les pèlerins qui sont pénalisés, car de toutes les

manières, la somme sera ajoutée systématiquement dans nos tarifs», dira un responsable d'une agence de voyage.

Sur cette question, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs Bouabdallah Ghoulamallah, ne veut rien entendre. «L'Office est une Epic qui est appelée à rentabiliser ses services. Le nouveau cahier des charges a été soumis au Premier ministre et qui l'a approuvé. Il s'agit d'un programme de l'Etat algérien et les agences de voyages ne doivent que s'y conformer», a-t-il martelé.

Enfin, le ministre a fait savoir qu'une délégation de 16 personnes accompagnera les pèlerins durant la omra pour veiller à l'application des nouvelles dispositions.

M. M.